



Projet Interreg III B Espace alpin cofinancé par l'Union Européenne



Six ateliers se sont tenus entre mai et juillet 2007 dans des zones-test choisies dans cinq pays alpins. Cette newsletter présente ces zones et les principaux résultats des ateliers. Les participants aux divers ateliers ont été particulièrement motivés et ont apprécié de participer à des débats conduits selon la méthode dite « World Café ».

Ils ont aussi manifesté leur intérêt vis à vis des sujets abordés et ont donné des avis utiles sur la façon dont ils voient leur propre territoire. L'un d'entre eux, Mr Zengerle, d'Immenstadt en Allgäu en Allemagne, a été interviewé par Konstanze Schonhaler et fait part de ses impressions sur la méthode et les attentes du premier comme du second atelier prévu à l'automne.

Gap (France) – atelier animé par Vincent Briquel, du Cemagref

Ville-centre : 36262 habitants en 1999, altitude : 625 mètres

Gap est situé dans le sud-est de France, à 100 km au sud de Grenoble et près de la limite orientale de la zone des Préalpes. Gap est connue comme étant souvent une ville-étape du Tour de France. La ville de Gap est jumelée avec Traunstein en Allemagne et a été désignée 'Ville des Alpes' de l'année 2002. Elle est la ville-centre du Pays Gapençais, association de communes qui regroupe 74 communes proches de Gap ou plus dans l'arrière-pays rural, mais bien reliées à cette ville.



L'atelier de Gap



Vue depuis le château de Charance

Représentants d'organismes officiels participant à l'atelier : Maires ou maires-adjoints, représentants d'administrations de l'Etat, responsables de services municipaux, présidents d'EPCI, directeur et membres du conseil de développement du Pays Gapençais, représentants d'organismes locaux (Chambre d'agriculture, associations d'employeurs, membres de l'Association pour l'emploi et la formation professionnelle dans les communes rurales).

Principaux thèmes abordés :

L'évolution démographique, l'accès aux services et l'offre de logements, l'emploi, l'évolution des activités économiques, les pressions sur les usages de l'espace liées au développement, la coopération intercommunale et l'émergence d'une stratégie de développement partagée sur l'ensemble de la zone.

Principaux résultats :

Les handicaps économiques de la zone tiennent à la dominance de diverses formes de mono-activité (tourisme, agriculture, administrations). Les actifs les plus qualifiés ne trouvent pas d'emplois correspondant à leur compétence et doivent accepter des emplois moins bien payés ou à temps partiel, notamment pour les femmes. C'est pourquoi il est suggéré de développer des formes de pluriactivité, avec l'agriculture, la forêt, la construction et les sports d'hiver, et de saisir des occasions que peut procurer le développement d'activités innovantes.

De plus, Gap pourrait compter 15000 habitants

Informations essentielles

Premier atelier : 3 juillet 2007

Second atelier : **Octobre 2007**

Lieu : **Château de Charance, à Gap**

Table de matières

| | |
|----------------------------------|-------|
| Gap (France) | ... 1 |
| Idrija (Slovénie) | ... 2 |
| Alpsee Grünten (Allemagne) | ... 4 |
| Tolmezzo (Italie) | ... 5 |
| Traunstein/Traunreut (Allemagne) | ... 6 |
| Waidhofen an der Ybbs (Autriche) | ... 7 |
| Interview de Siegfried Zengerle | ... 8 |
| Nouvelles de l'Espace Alpin | ... 9 |

supplémentaires sans consommation supplémentaire d'espace (combler les vides au sein des zones urbanisées, reconstruire l'habitat ancien), mais il faudrait améliorer la circulation à l'intérieur de la ville-centre. La consommation de terres agricoles n'est pas ressentie comme une menace importante, même si beaucoup de terrains ont été utilisés pour construire des logements. Les espaces verts ouverts au public sont de plus en plus éloignés ; la préservation des paysages ruraux n'est pas toujours vue comme une réponse à la demande d'espaces de loisirs ou récréatifs. Face à cette question, un des outils mentionnés est le Schéma de cohérence territoriale, mais sa mise en place est une œuvre de longue haleine, même si elle est nécessaire pour limiter la consommation d'espace et pour fixer des règles à appliquer dans les plans locaux d'urbanisme.

La multiplicité des structures de coopération intercommunale est ressentie à la fois comme un atout et comme une contrainte pour la région. Il apparaît désormais nécessaire de mieux coordonner l'action de ces diverses structures et de rationaliser la répartition de leurs compétences. Les outils de suivi et de diffusion d'informations auprès de l'ensemble des communes ont été évoqués ; le Pays Gapençais est vu comme une première étape avant de mettre en place un outil de portée plus générale. Mais il faudrait établir un système d'information plus adapté destiné aux élus, aux décideurs et aussi au public.

Idrija (Slovénie) – atelier animé par Mimi Urbanc et Janez Nared, de l'AMGI

Ville-centre : 11990 habitants en 2002, altitude : 369 mètres

La ville d'Idrija est située dans la partie centrale- occidentale de la Slovénie. Sa région est bien connue pour sa tradition de gaîté qui date de 300 ans. Son développement économique a été stimulé par la présence de mines de mercure, qui a été à l'origine de son industrialisation. Il s'est agi pendant longtemps de la plus grande mine de mercure d'Europe ; Idrija a même été la seconde ville de la Slovénie actuelle. La mine a décliné après 1945 et fermé en 1990, mais par chance, lors des dernières décennies, l'économie a réussi à se reconvertir en douceur dans des secteurs performants de la construction électrique, avec des entreprises de haute technologie opérant sur le marché mondial.



Idrija

Représentants d'organismes officiels participant à l'atelier : Le maire d'Idrija et des membres des conseils municipaux locaux d'Idrija, Krnice-Masore et Kanomlja, un membre du Parti démocratique de Slovénie, le président de la commune locale de Krnice-Masore, le directeur de l'école primaire d'Idrija, la président de la chambre locale des métiers, le président et un membre de l'association de la jeunesse locale, le président de la commune locale d'Idrija, un membre de l'agence locale de développement.

Principaux thèmes abordés :

Le développement et la compétitivité de la zone compte



Le château de Gewerkenegg

tenu des freins habituels au développement économique dans une commune, les voies d'amélioration et le rôle de la réglementation nationale. Les questions de transport et d'infrastructures et les solutions pour les améliorer. Le développement économique sous l'angle spatial et la rareté des espaces constructibles ; le rôle de la planification spatiale pour la gestion économe de l'espace. La qualité de vie vue comme condition nécessaire à une répartition équilibrée de la population et à une revitalisation de la zone. La coopération nécessaire pour l'intégration régionale et pour un développement durable fondé sur des échanges de personnes et de biens.

Principaux résultats :

Des améliorations ont été clairement perçues lors des dernières décennies, du fait d'une reconversion en douceur des industries minières au profit de la construction électrique de haute technologie. Mais le succès de cette reconversion met en évidence le manque de main d'œuvre qualifiée, ce qui a provoqué des délocalisations dans d'autres régions, ainsi que les problèmes liés à la mono-activité : il n'y a du travail que pour une petite partie de la population, et, de plus, les initiatives du secteur privé sont restées timides du fait de la bonne situation temporaire de l'économie. Des conditions particulières liées au milieu physique limitent le développement économique futur. Mais les problèmes qu'elles posent pourraient être résolus en réduisant les contraintes administratives imposées aux entreprises ou à la construction.

Les infrastructures sont en mauvais état, avec des liaisons routières régionales ou locales difficiles, le manque de réseaux de télécommunications (pas d'accès à Internet, au téléphone mobile ou aux programmes télé) et les équipements municipaux insuffisants. Les solutions seraient à rechercher dans des partenariats public-privé, en instituant une nouvelle commune urbaine à

compétences étendues et en créant les infrastructures évoquées plus haut en mobilisant des fonds européens et des financements directs de l'Etat.

Les contraintes physiques font qu'il y a peu de zones constructibles ; il y a en effet un manque de terrains pour des entreprises ou pour des logements. Qui plus est, le parc immobilier est en mauvais état. C'est pourquoi il est nécessaire de trouver de nouveaux terrains, à l'extérieur de la ville, pour pourvoir assurer la poursuite du développement économique et démographique. La production de biomasse doit être encouragée afin d'éviter une extension trop marquée des cultures annuelles. Les zones de campagne sont à valoriser pour développer le tourisme et pour garder leurs habitants.

La qualité de vie est satisfaisante du fait certains facteurs physiques. Mais elle pourrait être améliorée par des aménagements des espaces naturels et en développant les services sociaux.

Idrija est une ville-phare pour diverses zones ; on ne peut s'en tenir à ne prendre en compte que la seule zone étudiée ici. Idrija coopère d'ailleurs avec d'autres zones, même si les relations sont moins marquées. Mais la coopération serait facilitée par de meilleures liaisons routières.

Informations essentielles

Premier atelier : 5 juin 2007

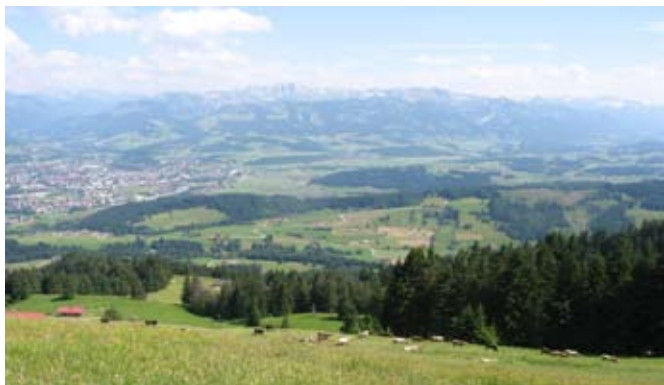
Second atelier : *seconde quinzaine d'Octobre 2007*

Lieu : à *Idrija*

La zone d'Alpsee-Grünten (Allemagne) – atelier animé par Konstanze Schönthaler et Stefan von Andrian-Werburg, du bureau Bosch & Partner, et par Andreas Raab, aménageur

Villes-centre : 48373 habitants en 2006, altitude : 732 mètres (Immenstadt en Allgäu), 745 mètres (Sonthofen)

La zone correspond aux communes de l'Alliance Alpsee-Grünten. Les deux villes-centre sont Immenstadt en Allgäu et Sonthofen, qui a été désignée 'Ville des Alpes' de l'année 2005. Elle comprend aussi Blaichach, Burgberg and Rettenberg, qui font partie de l'Alliance. La zone recouvre une partie du district de l'Oberallgäu, au sud-ouest des Alpes allemandes, et tire son nom du lac Alpsee et du mont Grünten, qui assure la garde de l'Allgäu.



La zone d'Alpsee-Grünten

Représentants d'organismes officiels participant à l'atelier : 16 acteurs locaux : les maires des cinq communes de la zone, six représentants des principaux services et des offices de la construction des communes, un trésorier municipal, un chef de service d'expansion économique d'une commune, le chef du service des finances et de l'équipement du district de l'Oberallgäu, le directeur de la société de développement régional de l'Altusried-Oberallgäu et un architecte indépendant.

Principaux thèmes abordés : La situation de la zone du point de vue de ses relations internes et avec l'extérieur, les projets de développement et les défis pour son développement spatial futur.

La demande de foncier pour les activités et les commerces, les marges de manœuvre existantes par rapport à la demande actuelle ou à venir d'autres usages de l'espace.

Les exigences pour guider les actions en vue du développement des activités, les objectifs d'ensemble découlant de ces exigences.

Principaux résultats : La zone de l'Alpsee-Grünten doit faire face à de sérieuses difficultés structurelles : la population stagne et vieillit, les emplois qualifiés manquent, les communes ont peu de liberté d'action du fait de leur endettement.

L'Alliance Alpsee-Grünten devrait mener d'autres actions que la seule promotion touristique de la zone, pour agir en faveur d'un développement général. Il serait nécessaire de créer une agence de développement régional



Les participants à l'atelier d'Immenstadt en Allgäu

en prévoyant si nécessaire de travailler sur une zone plus étendue. Sans coopération active entre communes, la zone n'a aucune chance d'être compétitive vis à vis des zones voisines mieux armées.

Pour la zone, il est nécessaire de développer les industries, les commerces et les services. Le développement économique ne peut se limiter au tourisme. L'offre et la demande de zones d'activités ou commerciales doivent être évaluées et gérées plus soigneusement ; l'espace est une ressource rare. Sans coopération intercommunale, il y a peu de chance d'attirer les investisseurs éventuels industriels ou commerciaux. La promotion doit être améliorée, tant au sein de la zone que vis à vis de l'extérieur. Ceci passe par une communication plus intense avec les entreprises locales pour connaître leurs projets et leurs besoins et par une promotion plus active des terrains disponibles. De même, le besoin se fait sentir de mieux informer les habitants de la situation actuelle, des perspectives futures et des actions nécessaires. Une gestion rationnelle des ressources foncières peut être la clé d'un développement durable.

Informations essentielles

Premier atelier : 17 juillet 2007

Lieu : à Immenstadt i. Allgäu

Second atelier : 14 septembre 2007

Lieu : à Sonthofen

Tolmezzo (Italie) – atelier animé par Loredana Alfare et Marco Zumaglini, de l'UNCCEM

Ville-centre : 10541 habitants en 2004, altitude : 323 mètres

Tolmezzo est situé au pied du Mont Strabut, entre le Tagliamento et le torrent du But, dans la région du Frioul-Vénétie Julienne. La zone comprend 18 communes. Region of Friuli Venezia Giulia and includes 18 municipalities.



La ville-centre : Tolmezzo

Représentants d'organismes officiels participant à l'atelier : Représentants d'associations de défense de l'environnement, des mairies, d'organismes de recherche, de l'Université, aménageurs et résidents, etc. Les participants ont manifesté leur intérêt vis à vis des sujets traités et ont donné des avis utiles et des indications sur la façon dont les acteurs locaux voient leur propre territoire.

Principaux thèmes abordés :

Quelles questions et difficultés essentielles affectent le développement de la zone et la qualité de vie ? A quels principaux facteurs tient la consommation d'espace, ces facteurs étant des obstacles au développement durable ? Les services répondent-ils aux besoins de la zone ? Les coopérations entre les collectivités territoriales, l'Etat et les décideurs contribuent-elles à un développement durable et partagé ? Quels conflits se font jour au sein de la zone

Principaux résultats :

Les communes sont souvent sous-dimensionnées, d'autant plus qu'elles se dépeuplent depuis longtemps. De ce fait, elles sont plus exposées à des pressions politiques des échelons supérieurs (l'Etat). D'autre part, les associations volontaires, notamment entre communes, n'ont pas jusqu'à présent fait preuve de leur efficacité.

Il manque une vision intégrée d'ensemble ; la zone n'est pas capable de gérer de façon rationnelle le foncier et les ressources et manque d'outils de planification ; il y a des chevauchements de compétences et d'institutions. Les autorités locales ont des visions à court terme tandis que l'Etat ne leur donne pas des idées très claires des implications des diverses stratégies d'action.

Concernant l'accessibilité et l'isolement, les problèmes tiennent moins à la géographie qu'à la culture et renvoient

à la communication et aux échanges. Néanmoins, les transports collectifs seraient à améliorer ; ils devraient s'adapter à l'évolution des besoins et être encouragés par rapport aux transports individuels. De plus, le réseau est axé uniquement sur la ville-centre (Tolmezzo). Enfin, la zone risque de devenir une zone essentiellement de transit, avec des axes transrégionaux à fort impact environnemental.

La zone n'a pas de vocation bien définie qui soit partagée par tous, mais ceci est plutôt la règle sur l'ensemble du territoire national. De même, la conscience de l'intérêt général est assez limitée. Les groupes sociaux n'ont plus le sentiment d'être représentés par les partis politiques. En revanche, le développement de groupes d'intérêt spontanés peut conduire à bloquer des décisions jugées excessives, même si elles répondent à des besoins sociaux exprimés localement qu'il conviendrait de prendre en compte dans des projets relevant d'échelons plus élevés ayant des effets sur les territoires concernés. Faute de quoi, les administrations sont taxées de manque de transparence dans les prises de décision et de manque d'expérience en termes de participation et de collaboration.

Il conviendrait non seulement d'améliorer l'offre d'éducation et de formation, mais aussi, pour le système public d'éducation, de stimuler la demande qui lui est adressé.

Vis à vis du développement, le tourisme est réputé d'un faible rapport, car il se fonde presque partout sur la résidence secondaire. D'autre part, les projets européens ont eu jusqu'à présent peu de retombées en termes de développement structurel et de professionnalisme.

Pour donner des réponses efficaces aux problèmes évoqués, il a été suggéré d'autres outils de développement que ceux identifiés par l'équipe de l'UNCCEM du projet DIAMONT. Toutefois, les discussions sur la façon de résoudre les conflits et sur l'efficacité des outils proposés sont remises au second atelier qui aura lieu en Octobre prochain. Elles bénéficieront des comparaisons des analyses des situations, des problèmes et des outils réalisées dans les ateliers tenus dans les autres pays.

Informations essentielles

Premier atelier : 20th of Juny 2007

Second atelier : *October 2007*

Lieu : à *Tolmezzo*

Traunstein / Traunreut (Allemagne) – atelier animé par Stefan Marzelli, Claudia Schwarz, Sigrun Lange, Martin Kuhlmann et Florian Lintzmeyer, du bureau Ifuplan

Ville-centre : 18598 habitants en 2006, altitude : 591 mètres

La ville de Traunstein est située au sud-est de la Bavière, entre Munich et Salzburg et à 10 kilomètres du Chiemsee. La ville voisine de Traunreut est le pôle d'emploi de la zone, tandis que Traunstein est son centre historique et administratif.



Ruhpolding, une localité de la zone



Des participants à l'atelier de Traunstein

Représentants d'organismes officiels participant à l'atelier :

Les maires de Traunstein, Waging am See et Chieming, le chef du service administratif et juridique de la commune de Traunstein, l'agence de promotion de Traunstein et l'agence de promotion économique du district de Traunstein, l'antenne locale de Traunstein de la Fédération pour la Protection de la Nature, les responsables des services de la construction du district et de la commune, le département de l'urbanisme de Traunstein, trois représentants d'agendas 21 locaux, l'association pour la gestion des eaux usées et pour l'environnement du Chiemsee, l'Euro-région Salzburg – Berchtesgaden – Traunstein, l'agence pour l'environnement du district.

Principaux thèmes abordés :

- Le commerce de détail : compétitivité ou réponse à une demande locale ?
- Un usage plus économe des ressources dans le développement de l'habitat
- Les effets du changement démographique
- Le développement de nouvelles structures institutionnalisées

Principaux résultats :

- Il est difficile de rendre compte des effets du développement du parc de logements en termes de consommation d'espace
- Le développement intra-urbain n'est pas assez mis en avant dans les programmes et outils publics
- Le développement intra-urbain devrait avoir la priorité

par rapport au développement en-dehors des villes

- Les communes rurales manquent particulièrement de concepts et de plans de densification de la construction
- La structure du commerce local reflète les comportements de consommation. Il faut intégrer les visions du logement et du commerce de détail
- La concurrence entre communes pour attirer des habitants et des entreprises a des effets négatifs vis à vis d'un aménagement durable
- Les échelons supra-communaux et régionaux devraient avoir plus de poids pour orienter l'aménagement. Il faut adopter au niveau régional des directives contraignantes pour le commerce de détail et la desserte locale et les faire appliquer clairement au niveau communal
- Un outil adapté pourrait être un organisme commun chargé de la gestion du foncier au niveau régional, ce qui impliquerait des transferts de compétence des communes au profit des échelons régionaux
- De même, il faudrait prévoir des mécanismes contraignants de compensation pour les zones commerciales, pour l'écologie, etc. Au sein d'un organisme commun, il s'agirait de mutualiser entre communes les bénéfices et les charges liées au développement.

Informations essentielles

Premier atelier : 27 juin 2007

Second atelier : 16 octobre 2007

Lieu : Hôtel de ville de Traunstein

Waidhofen an der Ybbs (Autriche) – Atelier animé par Axel Borsdorf, Valerie Braun et des étudiants de l'Université d'Innsbruck

Ville-centre : 11662 habitants en 2001, altitude : 356 mètres

La ville-centre de la zone est Waidhofen an der Ybbs, une ville autonome située dans le Mostviertel en Basse-Autriche, célèbre par sa métallurgie séculaire. Le secteur situé entre l'Ybbs et l'Enns est le centre d'une zone de fabrication de moût à partir de pommes et de pêches.



Les participants à l'atelier de Waidhofen an der Ybbs et une vue sur la zone

Représentants d'organismes officiels participant à l'atelier :

Le maire d'Ybbsitz, des représentants de la commune de Waidhofen an der Ybbs, des représentants de l'association montagnarde locale, des médecins de l'hôpital local, un représentant du service forestier régional, de l'Eglise catholique et des chemins de fer de l'Etat, deux enseignants, un aménageur.

Principaux thèmes abordés :

Les avis sur la qualité de la vie dans la zone, les opportunités et menaces pour la zone.

D'après nos analyses réalisées pour l'Autriche sur les communes de la zone de la Convention Alpine, la zone de Waidhofen an der Ybbs constitue une de celles où les indicateurs de consommation d'espace prennent des valeurs les plus élevés.

Principaux résultats :

Les participants à l'atelier considèrent que la qualité de la vie est très satisfaisante dans la zone. Ceux-ci ont particulièrement mis en avant le marché du travail porteur et le bon climat social. Les projets touristiques suprarégionaux et l'amélioration des équipements sont des opportunités : il s'agit d'ajuster la durée du travail et d'étendre les pistes cyclables de façon à ce que les touristes restent plus d'une journée sur place. Un autre atout est la diversité des établissements scolaires ; la création d'un nouveau collège est une chance supplémentaire pour la zone. De plus, il est possible de créer des emplois supplémentaires dans des centres de soins pour personnes âgées et dans le travail du bois, et, en allouant des fonds aux petites entreprises, de réduire la dépendance de la zone vis à vis des quelques entreprises employant une main d'œuvre importante.

L'importance des déplacements domicile-travail est

considérée comme un handicap pour la zone. Les ménages vont s'installer en périphérie en raison du prix élevé du foncier dans la ville-centre. Ils doivent prendre leur voiture pour aller au travail, les transports collectifs circulant avant tout sur les principaux axes routiers. Des solutions pour faire face à l'importance des déplacements domicile-travail et au manque d'efficacité des transports collectifs seraient à présenter aux responsables politiques, en collaboration avec une agence d'aménagement et avec les entreprises de la zone.

Les participants ressentent cette question et ont signalé la cherté du foncier et le manque de terrains constructibles dans la ville-centre, par comparaison avec les communes périphériques. Dans certaines communes, des terrains à bâtir sont spécialement proposés aux jeunes ménages, ce qui est considéré comme contribuant à la qualité de la vie et comme un signe de prospérité. Mais cela ne vaut que pour quelques communes périphériques, dans la mesure où dans les autres communes, il est difficile de faire passer des terres agricoles en zones constructibles. Il n'empêche que certains participants ont évoqué le mitage urbain et le manque de durabilité des usages de l'espace.

Informations essentielles

Premier atelier : 12 mai 2007

Lieu : à Waidhofen an der Ybbs

Second atelier : 21 septembre 2007

Lieu : à Ybbsitz



Interview de Siegfried Zengerle, trésorier municipal d'Immenstadt et participant à l'atelier de DIAMONT (voir page 3)

Interview réalisé par Konstanze Schönthaler lors de l'atelier d'Immenstadt le 16 juillet 2007

KS: Monsieur Zengerle, vous venez de participer à notre atelier de DIAMONT pour la zone Alpsee-Grünten. Cet atelier a-t-il répondu à vos attentes ?

S. Zengerle: Oui, tout à fait. Il a été très constructif et opérationnel. Il a permis d'amorcer un débat important pour notre zone dont on peut espérer qu'il débouche sur une coopération plus étroite entre les communes.

KS: Avez vous été à l'aise avec la méthode "world café" de l'atelier ?

S. Zengerle : L'atelier n'aurait pas pu mieux marcher. Les sous-groupes avaient la taille qu'il fallait (5 à 6 personnes) et les temps de discussion pour chaque séance (40 à 45 minutes) étaient suffisants. La durée totale de l'atelier, une demi-journée, était la bonne. J'ai particulièrement bien aimé que les sous-groupes changent à chaque séance. De ce fait, nous nous sommes bien plus mélangés et avons été stimulés par beaucoup d'autres participants tout en approfondissant des discussions par thèmes.

KS : La contribution de l'équipe de DIAMONT a consisté à préparer des indicateurs pour les Alpes allemandes, à comparer votre zone avec d'autres zones et à interpréter spécialement les indicateurs pour la zone d'Alpsee-Grünten. Pensez vous que cette contribution ait été utile aux discussions de l'atelier ?

S. Zengerle : Bien sûr que oui. Le contenu était très intéressant. Maintenant, nous connaissons mieux notre situation, notamment par rapport à d'autres zones des Alpes. Mais parfois nous avons le sentiment que les choses changent. Par exemple, nous ressentons une certaine atténuation des tensions sur le marché du travail depuis 2005 : les diminutions d'emplois pourraient s'arrêter. Mais cela n'est pas retracé dans les données que vous avez étudié.

KS : Certains résultats de l'atelier vous ont-ils surpris ?

S. Zengerle : Oui. J'ai été très surpris par l'unanimité à laquelle nous sommes parvenus et par la forte volonté d'introduire des changements. Tous les participants ont dit qu'il faut développer la coopération entre communes pour améliorer les perspectives d'avenir. On ne peut plus

poursuivre nos querelles de clocher. Nous sommes allés beaucoup plus loin que ce que j'attendais, dans la mesure où nous nous sommes fixés un objectif commun : se battre pour mettre en place une société de développement régional qui nous donne les élans nécessaires pour le développement économique et pour un usage plus rationnel des rares espaces encore disponibles. Les discussions ont été très animées.

KS : Qu'attendez-vous du prochain atelier ?

S. Zengerle : J'espère qu'on pourra encore plus concrétiser nos idées. Des exemples de bonnes pratiques pourraient nous être utiles.

KS : Merci de votre participation et à bientôt, en septembre, pour le second atelier.

Des nouvelles de l'Espace Alpin

Conférence Gérer l'avenir des Alpes – 15 au 17 octobre 2007 à Innsbruck

Les stratégies pour la durabilité en période de changement

Du fait du changement climatique et des effets de la globalisation, on peut s'attendre lors des prochaines années ou décennies à des évolutions plus rapides des milieux naturels et des sociétés dans les régions de montagne. D'une part, le changement global ne peut plus être ignoré ou contesté, mais d'autre part, il n'est pas réversible à court terme. Tout au plus est-il possible de réduire ses effets à l'aide d'actions menées par des personnes, des institutions ou des politiques destinées à orienter l'avenir. Les représentants des milieux scientifiques ou de l'industrie et des autorités publiques vont analyser la situation actuelle et les évolutions attendues dans huit domaines fondamentaux. Il s'agit d'identifier des approches, des stratégies et des solutions pour faire face à ces évolutions et d'en débattre au niveau international et interdisciplinaire. La question des effets du changement climatique sur la biosphère en montagne est l'un des domaines abordés. De plus, il est attendu que tous les participants se mettent d'accord sur une déclaration concernant le renforcement de la coopération.

Infomations : <http://www.alpinefuture.com/>

Atelier sur l'agriculture dans les espaces protégés – Natura 2000 et bonnes pratiques

14 et 15 septembre 2007 à Hopfgarten im Defereggental, Parc National des Hohe Tauern (Tyrol Oriental)

Organisateurs / Co-organisateurs : ALPARC et Parc National des Hohe Tauern

L'agriculture durable dans les espaces alpins protégés (mesures agri-environnementales, qualité des produits, etc) et les questions relatives aux zones NATURA 2000. Public visé : gestionnaires d'espaces protégés et personnes en charge de l'agriculture ou des questions concernant les zones Natura 2000

Informations : <http://www.hohetauern.at>

La caravane des Alpes - Carovano delle Alpi – 25 au 31 octobre 2007

La quatrième édition de la Caravane des Alpes est en préparation en Italie. L'organisation environnementale italienne Legambiente va évaluer l'état de santé des Alpes italiennes.

Infomations : <http://www.cipra.org/>

calendrier de diamont

4 et 5 octobre 2007 : 6ème réunion de coordination du projet à Munich

15 mai 2007 : soumission du 5ème rapport d'activité du projet

6ème période de suivi administratif et financier de DIAMONT : du 1er mars au 31 août 2007

mise à jour du site web

Le site web <http://diamont.uibk.ac.at> de DIAMONT fournit des informations régulièrement mises à jour sur le projet

coordonnées et contacts

Coordinateur et responsable officiel :

Université Leopold Franzen d'Innsbruck (LFUI)
Institut de Géographie, Innrain 52, A-6020 Innsbruck

Contacts :

Professeur Axel Borsdorf
Tél. : 0043-(0)512-507-5400
Email: Axel.Borsdorf@uibk.ac.at

Valerie Braun
Tél. : 0043-(0)512-507-5413
Email: Valerie.Braun@uibk.ac.at

Direction scientifique du projet :

Professeur Ulrike Tappeiner (EURAC, LFUI)
Tél. : 0043-(0)512-507-5923 ou 0039-0471-055-301
Email: Ulrike.Tappeiner@uibk.ac.at

Dr. Erich Tasser (EURAC)
Tél. : 0043-(0)512-507-5978
Email: Erich.Tasser@eurac.edu



Cofinancement par l'Union Européenne - Projet Interreg IIIb Espace Alpin